



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 25 AU 31 MARS 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	5
AMERIQUE LATINE	16
ASIE – PACIFIQUE.....	19
EUROPE	20
PROCHE & MOYEN ORIENT'.....	23
RUSSIE	28



AFRIQUE

G5 SAHEL : PREMIER « TIC » DE LA FORCE CONJOINTE FACE A DES DJIHADISTES

Ce vendredi 29 mars, à l'issue d'une réunion ministérielle à huis clos organisée par la France à l'ONU avec les membres du Conseil de sécurité, le général mauritanien Hanena Ould Sidi, commandant de la force conjointe du G5 Sahel (FCG5S), a fait savoir que ses hommes avaient connu leur premier TIC (« *Troops in contact* ») face à des « terroristes ». Un premier accrochage qui symbolise l'opérationnalisation et la montée en puissance progressive de la force depuis début 2019.

Depuis janvier, cinq opérations ont été menées, a-t-il précisé à l'AFP et à RFI. « Une fois, nous avons été en contact avec des terroristes qui ont été surpris. Ils ont pu s'échapper pour certains, nous en avons pris un avec son arme et sa moto », a ajouté le général Ould Sidi, sans préciser la date de cette opération ni dans quel pays elle avait eu lieu.

Le commandant de la force conjointe a de plus indiqué que ses effectifs avaient désormais dépassé les 4 000 hommes. Il a en revanche déploré le manque d'équipements majeurs. Selon des sources diplomatiques, le financement de la force, longtemps problématique, est en bonne voie de résolution avec des premiers décaissements qui devraient avoir un impact concret sur le terrain pour les hommes de la FCG5S.

MAROC : ENJEUX ECONOMIQUES ET STRATEGIQUES AU MENU DE LA VISITE DIPLOMATIQUE DU ROI ABDALLAH II DE JORDANIE

La visite du roi de Jordanie au Maroc, ces mercredi et jeudi 27 et 28 mars, a été l'occasion pour les deux monarchies d'annoncer leurs volontés conjointes de créer « un partenariat stratégique multidimensionnel ». Au-delà des aspects économiques abordés, cette visite s'ancre dans une tournée diplomatique jordanienne marquée par les enjeux palestiniens.



Abdallah II Ibn Al Hussein et Mohammed VI ont ainsi, avec l'objectif officiel de « hisser les relations de fraternité et de coopération » au niveau supérieur, annoncé « la mise en œuvre de projets concrets dans des domaines comme les énergies, l'agriculture et le tourisme », selon le communiqué conjoint relayé par MAP. L'augmentation de la coopération bilatérale permettrait ainsi le rapprochement des économies de ces « monarchies frères », déjà unis au sein d'une convention de libre échange entrée en vigueur en 1999. La promesse du renforcement des lignes aériennes à destination de leurs capitales respectives, Rabat et Amman, va en ce sens.

Diplomatiquement, les deux chefs d'État ont réaffirmé leur soutien à la cause palestinienne. Après avoir plaidé les droits légitimes de l'État palestinien à disposer des frontières du 4 juin 1967, ils dénoncèrent conjointement la reconnaissance par les États-Unis de l'annexion israélienne du Golan. Le souverain hachémite, avant de se rendre en France, a également annulé sa visite en Roumanie, initialement prévue le lundi 1^{er} avril. Cette annonce a fait suite aux déclarations de la première ministre, Viorica Dancila, sur la possible installation de l'ambassade roumaine à Jérusalem.

MAROC : LE PAPE FRANÇOIS ET LE ROI MOHAMED VI SIGNENT UNE INATTENDUE DECLARATION SUR JERUSALEM

Le pape François est arrivé ce samedi 30 mars au Maroc à l'occasion d'une visite officielle de deux jours. Le souverain pontife s'est entretenu samedi après-midi avec le roi Mohamed VI à Rabat sur la question de Jérusalem. Une étonnante déclaration commune a été publiée à l'issue de cet entretien, cosignée par le Saint-Père et le Commandeur des croyants, appelant à la préservation de la liberté de tous les fidèles dans les Lieux saints.

L'appel enjoint à « conserver » et « promouvoir le caractère spécifique multi-religieux, la dimension spirituelle et l'identité culturelle particulière de Jérusalem ». « Nous souhaitons, par conséquent, que dans la Ville sainte soient pleinement garantis la pleine liberté d'accès aux fidèles des trois religions monothéistes et le droit de chacune d'y exercer son propre culte, de sorte qu'à Jérusalem s'élève, de la part de leurs fidèles, la prière à Dieu, Créateur de tous, pour un avenir de paix et de



fraternité sur la terre ».

Cette déclaration surprise sur le statut de Jérusalem intervient dans un contexte de recrudescence des tensions israélo-palestiniennes et semble vouloir s'adresser à Israël et aux États-Unis. Les Israéliens occupant la partie orientale de la ville et interdisant régulièrement aux Palestiniens de se rendre dans leurs lieux de culte. Depuis fin 2017, sur décision du président Donald Trump, les États-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël et leur ambassade a été formellement transférée en mai 2018 dans la ville sainte. À la suite de cette décision américaine, l'évêque de Rome avait exprimé sa vive inquiétude et appelé les parties prenantes à respecter le statu quo de Jérusalem, en conformité avec les résolutions de l'ONU.

Le pape François avait consacré le second voyage apostolique de son pontificat à la Terre sainte et à Jérusalem en mai 2014. Quant au roi du Maroc, il est aussi le président du comité *Al Qods. Al Qods* (« Ville Sainte »), est le nom que donnent les Arabes à Jérusalem. Créé en 1975 au sein de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le comité regroupe les pays musulmans de la Ligue arabe qui s'opposent à la souveraineté d'Israël sur Jérusalem.

Jérusalem est au cœur des relations diplomatiques entre le Maroc et le Saint-Siège depuis plusieurs décennies. Ainsi, dès le début de son pontificat, saint Jean-Paul II avait noué une correspondance sur ce sujet avec le roi du Maroc Hassan II, père de l'actuel monarque chérifien, et il l'avait reçu au Vatican en 1980.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

US ARMY : NOMINATION DU NOUVEAU CHEF D'ETAT-MAJOR

Le général James McConville, actuel vice chef d'Etat-Major de l'*US Army* depuis juin 2017, a été nommé au poste de chef d'Etat-Major de l'*Army* en remplacement du général Mark Milley. Cette nomination a été transmise au Sénat et doit encore y être entérinée par le *Senate Armed Services Committee* pour prendre pleinement effet.

Le général McConville a réalisé une longue carrière dans l'aviation de l'*Army* comme pilote d'hélicoptère de combat (il a notamment volé sur *AH-64 Apache*, *OH-58 Kiowa* et *AH-1 Cobra*). Dans le cadre de ses fonctions actuelles, il a joué un rôle majeur dans l'impulsion du processus de modernisation de l'*Army*, notamment via la création du *Futures Command* qui pilote les six grands chantiers de modernisation de l'*Army*.

US ARMY : UNE NOUVELLE ARCHITECTURE POUR LA DEFENSE ANTI-MISSILE

L'*US Army* a dévoilé les cadres de sa future défense anti-aérienne et anti-missile dans le but de contrer les menaces que font peser les drones et les armes hypersoniques. Selon le *Lieutenant-General* James Dickinson, commandant la défense spatiale et contre-missile de l'*US Army*, le but est de développer un système d'arme pouvant accompagner une force terrestre pleinement mécanisée à l'orée de 2028 dans le cadre des « *multidomain operations* » (concept partagé avec le corps des *Marines* pour réintégrer les troupes au sol dans la bataille contre un adversaire de puissance comparable, de type Russie ou Chine). La finalité de tels développements serait d'assurer une pleine maîtrise de la dimension aérienne pour permettre aux forces au sol d'évoluer en sécurité. Pour cela, l'armée de terre américaine doit développer ses efforts dans quatre domaines :

- Le développement de matériel adapté à la défense anti-missile;
- La construction d'une structure organisationnelle à même de combattre dans le cadre des « *multidomain operations* »;
- L'entraînement et le déploiement de forces anti-missile;
- La capacité de maintenir une présence avancée en coordination avec les alliés et les partenaires.

Ces nouvelles prérogatives prennent déjà acte de quelques évolutions dans le matériel employé par l'*Army*. Ainsi, le radar *Patriot* devrait être remplacé par *Lower*



Tier Air and Missile Defense Sensor (LTAMDS) de la firme *Raytheon*, ayant une capacité de détection à 360°. Autre innovation, l'intégration d'ici 2024 au blindé de combat d'infanterie *Stryker* d'un système laser pouvant déjouer les tirs de roquette, d'artillerie, de mortier ou les menaces de drones. Le développement de la lutte anti-missile devrait également mener à une réorganisation de l'*US Army* avec le développement de bataillons mixtes intégrant les systèmes *Patriot* (ciblant les missiles de moyenne portée) et *THAAD* (pour *Therminal High Altitude Area Defense*, pouvant intercepter des missiles balistiques), alors que ces deux systèmes se trouvent aujourd'hui compartimentés dans des unités différenciées.

L'US ARMY TRAVAILLE A ACCROITRE SA PUISSANCE DE FEU

L'*US Army* fait de la modernisation de son artillerie une priorité, avec la remise à niveau de ses canons automoteurs *M109A6 Paladin* entrés en service en 1994 et l'objectif de porter ainsi la force de frappe à 700 canons d'artillerie automotrice. Un chiffre en hausse qui se justifie selon le Pentagone par la menace que font peser les puissances militaires que sont la Chine et la Russie. Si le programme était mené à son terme, le canon *Paladin* pourrait rester en service jusqu'en 2050.

Les améliorations devraient porter sur le confort et la protection des artilleurs, avec notamment un meilleur blindage et un meilleur encaissement de l'effet de *blast*, devant permettre aux quatre membres d'équipage de conduire un tir en soixante secondes. Le deuxième type d'amélioration porte sur l'efficacité du tir, avec une munition de meilleure portée (38 km) et de meilleure précision. La munition *XM1113* devrait entrer en service sous deux ans.

En termes de capacité missile, la priorité est à l'acquisition d'armes pouvant toucher des cibles maritimes dans le cadre du *Precision Strike Missile Program* qui s'inscrit dans une optique de *cross-domain operations*. Comme le rappelle le colonel John Rafferty, dirigeant ces modernisations, les capacités *cross-domain* sont essentielles pour l'*US Army*, notamment dans le cadre d'un potentiel conflit dans le Pacifique. Dans ce but, les firmes *Lockheed Martin* et *Raytheon* développent chacune leur prototype de *Precision Strike Missile* (PrSM), dont les tests devraient débiter à la fin de l'année 2019. Viendrait alors un second temps de développement, celui de la recherche d'une plus grande létalité pour les PrSM, notamment par l'usage de sous-munitions. Le développement devrait également porter sur la portée de tels missiles, dès lors que le traité INF devient inopérant. Si la requête budgétaire pour 2020 est accordée comme telle, le développement de PrSM devrait être efficient pour l'année 2024, avec en 2021 le choix du constructeur, et en 2022 le *critical design review*, ultime étape



avant la production. D'ici 2025, l'*US Army* aurait donc la possibilité de toucher des cibles maritimes, faisant entrer le combat terrestre dans une nouvelle dimension.

L'US ARMY CHOISIT DEUX DRONES A TESTER EN REMPLACEMENT DU DRONE TACTIQUE *SHADOW*

L'Armée de Terre américaine a choisi les entreprises *Martin UAV* et *AAI Corporation*, une branche de *Textron*, pour fournir des systèmes d'aéronefs sans équipage à plusieurs pelotons en vue d'expérimentations visant à remplacer le drone tactique *Shadow*. Les contrats à livraison et à quantité indéterminée portent chacun sur un montant de près de 100 millions de dollars sur trois ans. L'enjeu est de livrer plusieurs systèmes à six pelotons - assignés par le commandement des forces armées - qui en évalueront les performances lors de rotations dans les centres d'entraînement au combat. Les pelotons choisis devraient être annoncés prochainement. L'*US Army* cherche un appareil améliorant les performances du drone *Shadow*, notamment la discrétion acoustique et les capacités de décollage et d'atterrissage.

REQUETES BUDGETAIRES ADDITIONNELLES DES ARMEES

Rituel annuel traditionnel dans le cadre de la procédure budgétaire, les Armées américaines ont présenté au Congrès leurs requêtes budgétaires complémentaire (« unfunded requirements lists » aussi appelées « wish lists »), une vingtaine de jours après la présentation officielle de la requête budgétaire présidentielle qui entend doter le Pentagone d'un budget de 718Mds\$. Ces listes sont intéressantes à étudier dans la mesure où elles permettent d'approfondir les priorités de chaque Armée en matière d'équipement et de maintenance.

La requête additionnelle de l'*US Army*, d'un montant de 2,3Mds\$, porte notamment sur le système de combat *XM-913* dédié aux prochaines générations de véhicules de combat (canon de 50mm couplé à un système d'approvisionnement et de conduite de tir) ainsi que sur le nouvel aéronef d'assaut longue-distance (dans le cadre du programme *Future Vertical Lift*).

Celle de l'*US Navy*, d'un montant de 3,2Mds, porte essentiellement sur des aéronefs (2 *F-35* supplémentaires; 2 avions de patrouille maritime *P-8 Poseidon* supplémentaires) mais également sur le système de défense laser *HELIOS* (cf. brève précédente), ainsi que sur une létalité renforcée (38 *Naval Strike Missile* supplémentaires pour les *LCS*; 7 *Long Range Anti-Ship Missiles* supplémentaires).



Une place importante est également faite aux infrastructures de maintenance (cales sèches, etc.).

Enfin, la requête complémentaire de l'*US Air Force*, d'un montant de 2Mds, ne comprend pas d'éléments surprenants et porte principalement sur : 12 *F-35* supplémentaires; 3 ravitailleurs en vol *KC-46* additionnels ainsi que sur un accroissement du stock de pièces de rechange destinées au maintien en condition opérationnelle (MCO), enjeu majeur.

RENSEIGNEMENT MILITAIRE : CONTRAT MAJEUR EN VUE ENTRE *PALANTIR* ET L'*US ARMY*

L'*US Army* a finalement choisi la société *Palantir Technologies* pour acquérir un nouveau système de renseignement complexe sur le champ de bataille destiné à ses soldats.

Selon des documents de l'*US Army*, examinés par le *Washington Post*, le contrat, d'une valeur potentielle de 800 millions de dollars, confère à la société fondée par Peter Thiel le droit de construire la prochaine phase du système *Distributed Common Ground System* (DCGS-A, pour l'*Army*). Celui-ci permet aux utilisateurs d'analyser un ensemble d'informations sur les mouvements de l'ennemi et le terrain afin de produire des rapports en temps réel.

Palantir Defense permettrait aux combattants d'interagir de manière inédite avec toutes les données recueillies par l'ensemble de leurs systèmes, même depuis des zones éloignées, et ce à partir d'un point d'accès unique, a indiqué la société de technologie. Quel que soit le lieu d'accès aux données, les capacités globales de gestion des données de *Palantir Defense* suivent chaque modification qui leur est apportée, en préservant les connaissances accumulées sur l'espace de bataille.

Palantir et *Raytheon* avaient tous deux été choisis par l'armée américaine en mars 2018 afin de concourir pour un contrat de 10 ans portant sur plusieurs attributions visant à transformer le réseau de renseignement de l'*Army*. Bien que *Raytheon* soit déçu par le choix de l'*Army* concernant cette commande initiale, la société restera tout de même en lice pour les commandes à venir. Elle entend continuer à travailler avec l'*US Army* pour répondre à ses besoins en matière de renseignement.

Le dernier contrat majeur de *Palantir* avec le Pentagone avait été conclu avec SOCOM en 2016 pour 222 millions de dollars.

Un ancien sous-traitant de la NSA condamné pour vol d'informations confidentielles



Harold Thomas Martin, un ancien sous-traitant de la *NSA* (*National Security Agency*, organisme américain chargé du renseignement électromagnétique et de la sécurité des systèmes d'information du gouvernement) a avoué avoir volé des informations classées top secret. Travaillant pour des entreprises employées par des agences gouvernementales, son accréditation lui permettait d'avoir accès à de nombreuses informations classifiées. Lors de son arrestation, de nombreux fichiers et documents classés top secrets ont été retrouvés à son domicile. Les procureurs ne l'ont pas condamné pour avoir lui-même fait fuiter des informations, mais il est suspecté d'être une source du groupe des *Shadow Brokers* (« les courtiers de l'ombre »), un groupe de hackers ayant révélé les outils d'espionnage de l'*Equation Group*, un groupe de cyber espionnage de la NSA. En effet, Martin travaillait pour l'unité du NSA qui utilisait ces outils.

À la suite d'une négociation de peine, l'accusé ayant plaidé coupable, même si les procureurs n'ont pas la preuve formelle qu'Harold Martin ait pu diffuser ces documents, ce dernier a été condamné à neuf ans de prison.

STRATCOM VEUT ARMER LES SOUS-MARINS DE LA NAVY DE MISSILES NUCLEAIRES DOTES D'OGIVES A FAIBLE PUISSANCE

Le STRATCOM, le commandement américain en charge du contrôle militaire des armes nucléaires, a pris la décision d'armer les SNLE que met à sa disposition la *Navy* de missiles nucléaires dotés de têtes nucléaires à faible puissance. Le développement de ces armes est en accord avec le traité *New START* signé en 2010 et entré en vigueur en 2011, traité ratifié par les Etats-Unis et la Russie pour la réduction des armes stratégiques nucléaires. Le commandant de STRATCOM, le général John Hyten a déclaré que les armes nucléaires de puissance élevée embarquées à bord des SNLE seraient remplacées par des armes de plus faible puissance. Si le nombre d'armes devrait demeurer inchangé, il ajoute que « *nous pensons que des armes de plus faible puissance nous donnent une meilleure chance de dissuader nos adversaires* ». Cette décision s'inscrit à la suite d'inquiétudes exprimées par des chefs du Pentagone et des membres du Congrès qui s'alarment des avancées de la Chine et de la Russie dans le développement des armes nucléaires de faible puissance, ces progrès technologiques étant vus comme une tentative de la part de ces Etats de prendre l'avantage en matière nucléaire sur les Etats-Unis et leurs alliés protégés par le parapluie nucléaire américain.

Le développement d'armements nucléaires tactiques est avéré dès le début de l'aventure atomique. La possibilité de miniaturisation et la nécessité de développer



une arme nucléaire à la portée du champ de bataille font émerger ces armes dans les arsenaux, emportant une charge nucléaire de quelques kT. Se développe parallèlement de nouveaux vecteurs, et l'on ne peut que penser, dans le cas français, au missile *Pluton* monté sur un châssis d'*AMX 30* capable de porter une charge d'une dizaine de kT à 100 km. Mais il n'y a de « tactique » que la portée puisqu'une telle charge, même sur un objectif purement militaire, entraînerait inévitablement le conflit dans une autre dimension. Certains penseurs stratégiques (à l'instar de Lucien Poirier, *Des Stratégies Nucléaires*, 1977) ont même estimé que le développement du nucléaire tactique constituait la réelle révolution atomique puisque, désormais, le nucléaire intégrait le champ de bataille, les plans et les arsenaux des généraux, créant un continuum entre guerre nucléaire et guerre conventionnelle, qui semblaient hermétiquement séparées depuis les années 1950.

C'est dans cette logique que le général Hyten défend l'arsenal tactique : en abaissant le seuil nucléaire, il rendrait plus crédible la dissuasion américaine. La stratégie américaine semblerait dès lors renouer avec le concept « d'escalade » développé dans les années 1960 par Herman Kahn (*On Escalation*, 1965), comme on le retrouve dans ces propos de Michael Turner (Républicain - Ohio), membres de la sous-commission : « Il y a [avec le développement des armes tactiques] une préoccupation ne pas riposter, parce que si toutes nos armes ont une puissance importante, alors nous ne pourrions les utiliser sans que nous ne soyons pris dans l'escalade à leur escalade ». Traduit dans les termes des années soixante, il s'agit de maîtriser pleinement chacun des degrés de l'escalade (diplomatique, conventionnel, tactique, stratégique) pour enrayer ce mécanisme et simultanément être pleinement dissuasif dans toutes les dimensions de la guerre.

Cependant, cette doctrine ne fait pas l'unanimité au sein de la Chambre des représentants, certains ayant porté en septembre un projet pour interdire le développement d'armements nucléaires tactiques. L'un des risques dénoncés est celui d'une relance de la course aux armements, dès lors que l'équilibre de la terreur ne serait plus assuré entre puissances nucléaires.

DEFENSE ABM : SUCCES DE L'INTERCEPTION D'UN ICBM PAR DEUX MISSILES *GBI*

Pour la première fois, la *Missile Defense Agency* (MDA) a tiré une salve de deux missiles *Ground-Based Interceptors* (*GBI*) contre une cible simulant un ICBM. Cet exercice a été conduit lundi 25, la cible ayant été tirée depuis le site de test Reagan situé sur l'atoll de Kwajalein dans les îles Marshall, soit à environ 6400km des silos abritant les missiles *GBI* sur la base Vandenberg de l'*Air Force* en Californie.



Ce tir, présenté comme un jalon par la MDA, est significatif dans la mesure où il correspond davantage à un scénario opérationnel crédible puisqu'en cas d'attaque balistique, il est vraisemblable que deux missiles seraient tirés pour maximiser les chances de réussite de l'interception, ce qui complexifie l'opération. Or, jusqu'ici, les entraînements n'impliquaient le tir que d'un seul missile GBI. Selon la MDA, au cours de ce tir, le premier intercepteur GBI a détruit le véhicule de ré-entrée de l'ICBM tandis que le second a neutralisé les débris les plus dangereux.

La réussite de ce test représentait un enjeu important pour témoigner de la crédibilité de cet élément clé du système de défense ABM américain, d'autant que le système GBI avait connu des échecs en 2010 et 2013. L'année 2017 avait marqué la remontée en puissance de cette technologie.

LEVANT : LE PENTAGONE MAINTIENT UN SOUTIEN FINANCIER AUX FORCES LOCALES ANTI-DAECH

Le représentant spécial des États-Unis pour la Syrie, James Jeffrey, a confirmé qu'un nombre restreint de soldats américains resterait déployé au nord-est de la Syrie. Il a ajouté que la durée de leur présence n'était toujours pas fixée. De plus, au début du mois, le Pentagone a présenté son budget pour l'année fiscale 2020 au sein duquel 300 millions de dollars, soit la même somme que l'année précédente, sont alloués au soutien des Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Dans cette somme, des coupes importantes ont été faites dans le soutien en armes légères mais le financement des véhicules des FDS a été augmenté de 45%, ce qui comprend le financement d'engins pour déminer les terrains piégés par Daech. Le Pentagone souhaite aussi équiper les « forces de sécurité internes » - des forces mises en place par les FDS à l'échelle locale -, projet déjà soutenu en décembre par le tout nouveau commandant du CENTCOM, Kenneth McKenzie lors de sa confirmation.

AFGHANISTAN : DEUX SOLDATS AMERICAINS TUES

Le Pentagone a annoncé que deux soldats de l'*US Army* avaient trouvé la mort durant des opérations de combat dans la province de Kunduz dans le nord de l'Afghanistan. Il s'agit d'un opérateur des forces spéciales (« béret vert ») du *10th Special Forces Group* et d'un spécialiste du déminage (*EOD*). Les forces américaines ont déjà perdu deux autres soldats dans le pays depuis le début de l'année.



OTAN : POINT DE SITUATION

L'Otan a confirmé l'ouverture d'un site de stockage dans la ville de Powidz (à 200 km à l'ouest de Varsovie), qui accueillera l'équipement militaire nécessaire à une brigade, en termes de véhicules blindés, d'armement et de munitions. La construction de ce site devrait coûter 260 millions de dollars et les travaux devraient, selon Jens Stoltenberg, débiter cet été pour une durée de 2 ans. Ce site répond au souhait de la Pologne que davantage de troupes américaines soient déployées sur son territoire. De plus, les Etats-Unis sont, de manière générale, plus présents en Europe du Nord-Est depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

En outre, la semaine prochaine, les ministres des Affaires Etrangères de l'Alliance doivent se réunir à Washington pour célébrer, le 4 avril, les 70 ans de traité de l'Atlantique Nord. A cette occasion, Mike Pompeo souhaiterait que les Alliés annoncent une série d'actions en soutien à l'Ukraine pour repousser l'influence et les actions russes en Crimée et en mer d'Azov, région où les Etats-Unis sont très présents - entraînement et équipement de troupes ukrainiennes, patrouilles en mer Noire notamment.

US AIR FORCE : LES BOMBARDIERS B-1 CLOUES AU SOL

Jeudi, l'*Air Force Global Strike Command* a annoncé que tous les bombardiers stratégiques *B-1 Lancer* étaient interdits de vol pour des raisons de sécurité concernant les sièges éjectables des appareils : c'est la deuxième fois en un an que la flotte de bombardiers est inspectée suite à des problèmes avec le système d'éjection. Cette fois, le système de parachutage semble avoir été mis en cause lors d'une inspection de routine : ce système gère l'angle d'éjection du siège pour assurer une éjection sécurisée de l'aviateur. Le maintien au sol de toute la flotte de bombardiers *B-1* est donc une précaution et devrait durer seulement le temps de l'inspection de ce système.

TOUJOURS PAS DE REMPLAÇANT PERMANENT DE JAMES MATTIS NI DE CONFIRMATION DE PATRICK SHANAHAN

C'est la première fois en 70 ans que le Département à la Défense se retrouve sans chef pendant plus de deux mois. En effet, depuis la démission de James Mattis, effective depuis le 1er janvier, Patrick Shanahan, son ancien adjoint, remplit le rôle de Secrétaire à la Défense par intérim. Des rumeurs ont circulé comme quoi il pourrait être confirmé comme Secrétaire officiel mais cette possibilité semble



s'éloigner de jour en jour. Il n'est pas impossible que le président Trump attende la fin de l'enquête concernant les liens entre Shanahan et son ancien employeur, *Boeing*, avant de le confirmer à la tête du Département.

Or, dans l'intervalle, le recul de la nomination d'un Secrétaire ou de la confirmation de Shanahan retarde également les nominations à d'autres postes importants au sein du Pentagone, notamment à la tête de l'*US Air Force*. Sur la scène internationale, un Secrétaire par intérim ne représente pas une figure d'autorité et est moins écoutée par ses homologues. Cette absence de leadership au Pentagone inquiète les législateurs, tout particulièrement au sein du *Senate Armed Services Committee* dont le président, Jim Inhofe, cherche à pousser l'administration à accélérer la nomination d'un « SECDEF ». L'absence d'un Secrétaire officiel laisse en effet un vide d'autorité tout particulièrement inquiétant alors que le Département va devoir défendre devant le Congrès un budget controversé.

LE NOUVEAU COMMANDANT DU CENTCOM PREND SES FONCTIONS

Le général quatre étoiles du *Marine Corps*, Kenneth McKenzie Junior remplace le général quatre étoiles de l'*Army*, Joseph Votel, à la tête du CENTCOM depuis le 30 mars 2016. Le CENTCOM est le commandement en charge des opérations militaires américaines se déroulant au Moyen-Orient, et en Asie centrale. L'aire de responsabilité du CENTCOM comprend vingt nations allant de l'Égypte au Kazakhstan.

Le général McKenzie devra faire face à de nombreux défis dans une région sous très haute tension. En effet, Daech demeure une menace en Syrie, en Irak et dans les pays limitrophes, notamment en Afghanistan où la situation continue d'être très difficile, deux soldats américains ont ainsi été tués récemment (sans compter les lourdes pertes régulièrement infligées aux forces de défense et de sécurité afghanes) alors même que les négociations avec les Talibans se poursuivent, tandis que le Yémen fait face une catastrophe humanitaire majeure avec l'enlisement du conflit entre les rebelles houthis et la coalition emmenée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Les Etats-Unis craignent que l'Iran n'influence le gouvernement irakien et ne l'incite à évincer les forces américaines et les forces alliées présentes dans la région. De plus, tombe sous le giron de McKenzie le Pakistan nucléarisé dont les tensions avec l'Inde ont connu une escalade rapide récemment. Ces événements se déroulent au moment même où le Pentagone souhaite consacrer davantage de moyens pour contrer la Chine et la Russie, qui sont considérés comme les adversaires majeurs de la puissance militaire américaine.



Joseph Votel prend donc sa retraite du commandement du CENTCOM, salué par Patrick Shanahan pour son combat contre Daech, les négociations avec les Talibans et les autres difficultés de la région.

DETROIT DE TAIWAN : TRANSIT DE NAVIRES AMERICAINS

Le destroyer *USS Curtis Wilbur* de l'*US Navy* et le navire des garde-côtes *USCGC Bertholf* ont transité par le détroit de Taïwan. Il s'agit d'une opération de liberté de navigation (FONOP) classique. Néanmoins, cette opération est symbolique dans la mesure où un navire des *US Coast Guards* a été déployé. En effet, cette branche de l'armée américaine dispose de capacités opérationnelles relativement limitées mais le déploiement d'un de ses navires répond au déploiement par Pékin de sa flotte de garde-côtes pour faire valoir ses revendications en mer de Chine. Le personnel des *US Coast Guards* embarque néanmoins de manière fréquente à bord de vaisseaux de la *Navy* pour faire respecter les traités, notamment en ce qui concerne la pêche et le narcotrafic.

LE PENTAGONE AUTORISE LE TRANSFERT D'UN MILLIARD DE DOLLARS AU FINANCEMENT DU MUR FRONTALIER

Patrick Shanahan, secrétaire à la Défense par intérim, a annoncé plus tôt dans la semaine que le Pentagone avait débloqué un milliard de dollars pour la construction du mur à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, un projet de campagne du président Donald Trump. Cette décision trouve son fondement juridique dans le paragraphe 284 du titre 10 du Code des Etats-Unis intitulé « Support for counterdrug activities and activities to counter transnational organized crime » (aide à la lutte contre les activités liées à la lutte contre le narcotrafic et contre le crime organisé) qui « autorise le ministère de la Défense à construire des routes et des barrières et à installer des éclairages pour empêcher (...) le trafic de drogue transfrontalier ».

Cette mise à disposition de fonds alloués par le ministère de la Défense rencontre des détracteurs, notamment chez les sénateurs démocrates, qui, dans une lettre à Patrick Shanahan, écrivent qu'ils sont très préoccupés de la situation et estiment que « le ministère a autorisé une intermédiation politique nuisible et entrepris des projets de moindre importance face à de nombreux problèmes plus urgents auxquels l'armée doit faire face ».

Le budget alloué par le Pentagone sera utilisé pour construire un mur, ou plutôt des infrastructures comme des barrières et des obstacles en fil de fer barbelé sur une



longueur de 91 kilomètres. Des équipes d'ingénieurs, notamment issus des forces armées, ont été dépêchés sur place pour établir les plans de construction de ces infrastructures. Les travaux devraient commencer fin mai. De surcroît, le Pentagone a ajouté que 1,5 milliards de dollars seraient à nouveau débloqués dans le futur pour poursuivre le financement du mur.

INDUSTRIE – POINT DE SITUATION

- La *Navy* a conclu un contrat d'un montant de 262M\$ avec le chantier naval *Austal* pour la construction de deux navires de type *Expeditionary Fast Transport*. Il s'agira des 13e et 14e navire de classe *Spearhead* qui sont des catamarans à grande vitesse dotés d'une capacité d'emport de 600 tonnes ou 300 hommes (l'équivalent d'un bataillon d'infanterie ou d'une compagnie de *Marines*), disposant d'une rampe de chargement repliable pour effectuer des opérations de débarquement et capables de mettre en œuvre un hélicoptère.

- Par ailleurs, le Département d'Etat a autorisé deux contrats majeurs avec la force aérienne marocaine, portant sur l'acquisition de 25 *F-16C/D Block 72* supplémentaires et sur la modernisation des 23 *F-16* déjà opérés par l'armée de l'air marocaine, pour un total d'un montant estimé à environ 5Mds\$.



AMERIQUE LATINE

VENEZUELA : LE DEPLOIEMENT DE FORCES RUSSES A CARACAS ALIMENTE LES TENSIONS DIPLOMATICO-MILITAIRES

Le 23 mars dernier, 99 militaires russes placés sous l'autorité du général Vassili Petrovitch Tonkoshkurov (chef d'Etat-Major des forces terrestres) ont atterri à l'aéroport Simon Bolivar de Caracas, avec 35 tonnes de matériel.

Au regard des dernières déclarations des officiels russes, la Russie entend conforter sa position d'allié du régime Maduro. En réaction, l'opposition vénézuélienne a critiqué le fait que le gouvernement de Nicolas Maduro n'aie communiqué aucune information concernant l'arrivée du détachement russe sur le territoire, soulignant que le congrès vénézuélien n'a pas voté l'autorisation d'entrée, dénonçant une violation de la souveraineté nationale du pays. Du côté américain, Donald Trump a expressément demandé le départ du contingent et le retrait de la Russie, déclarant n'exclure aucune option, injonction qui s'est suivie d'un échange téléphonique entre les deux ministres des Affaires étrangères Mike Pompeo et Sergueï Lavrov, durant lequel le Secrétaire d'Etat américain a appelé la Russie à « cesser son comportement peu constructif » au Vénézuéla, selon un communiqué du porte-parole du département d'Etat américain Robert Palladin. D'après ce communiqué, les Etats-Unis « ne resteront pas inactifs pendant que la Russie exacerbe les tensions au Venezuela ».

Le régime vénézuélien et la Russie ont répondu que cette visite s'inscrivait dans le cadre d'un partenariat signé en 2011 sous la forme d'un contrat technico-militaire et que le déploiement russe ne concernait en rien les Etats-tiers. La Russie a tenu à rassurer la communauté internationale : « Nous ne nous ingérons d'aucune manière dans les affaires intérieures du Venezuela et nous attendons des autres pays qu'ils suivent notre exemple et laissent les Vénézuéliens décider eux-mêmes de leur destin », a ainsi déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Ces éléments ne font qu'alimenter la tension déjà croissante entre les Etats-Unis et Moscou (et leurs alliés respectifs) autour de la question vénézuélienne : la Fédération russe accuse ainsi Washington de vouloir fomenter un coup d'Etat au Vénézuéla, projet qui serait animé par l'intérêt que représentent les immenses réserves de pétrole vénézuéliennes. Cette semaine, dans le cadre de l'accord russo-vénézuélien, deux avions militaires de transport russes ont atterri à Caracas : un *An-*



124 et un Il-62, avec à leur bord une centaine de militaires et 35 tonnes d'équipement.

Rappelons aussi que l'alliance bilatérale a débuté dès 2001 sous Chavez, durant le mandat duquel avait déjà été décidé un partenariat stratégique. En parallèle aux accords, la relation commerciale s'est intensifiée, en particulier dans l'industrie pétrolière. Dans cette mesure, le lien russo-vénézuélien s'est vu fortement atteint par l'annonce des sanctions américaines en août 2017. L'opposition s'étonne ainsi de la livraison des contrats et de cet appui russe compte tenu du poids de la dette vénézuélienne et des multiples difficultés auxquelles est exposé le pays.

CHILI : RAPPORT SUR LA MODERNISATION DE L'OUTIL STRATEGIQUE

Alberto Espina, ministre de la Défense chilien, a présenté cette semaine les axes de la modernisation des forces armées chiliennes. Ces dernières représentent une force régionale conséquente en raison de la modernité de la marine chilienne qui célèbre cette semaine ses 200 ans. Le gouvernement chilien tend à renouveler l'efficacité des forces armées par l'annonce de dix points.

Dans le cadre de la réforme du système de financement de l'armée, le ministre Espina entend moderniser l'organisation de la carrière militaire et du renseignement, améliorer la cyberdéfense ou encore renforcer la présence militaire chilienne en Antarctique ainsi que dans le monde par l'amélioration de ses systèmes satellitaires.

Cette politique militaire s'inscrit dans la lutte contre la criminalité régionale et en faveur de la gestion des ressources, dans le cadre d'un déploiement territorial efficient. Elle vise à améliorer l'efficacité des forces armées dans les domaines de la logistique, du renseignement et des équipements/infrastructures. Le caractère dissuasif des forces armées et leur capacité de protection entrent aussi en compte dans « la planification du développement de la force », terme employé par Alberto Espina.

BOLIVIE : PROCESSUS DE SECURISATION DE LA FRONTIERE AVEC LE CHILI

Selon le colonel Gonzalo Rodriguez Fernandez, vice-ministre en charge de la lutte contre la contrebande, la frontière entre la Bolivie et le Chili sera complètement



sécurisée à la fin du mois de mai 2019. Cette annonce est le résultat de la destruction d'installations frontalières illégales et du renforcement des 19 postes de surveillance frontalière entre les deux pays. La frontière entre la Bolivie et le Chili s'étend sur 880 kilomètres du nord au sud.

HONDURAS : NOMINATIONS ET PROMOTIONS DANS LES FORCES ARMEES NATIONALES

Le Secrétariat à la Défense Nationale a nommé les généraux Javier René Barrientos Alvarado et Tito Livio Moreno Coello à la tête, respectivement, de l'Armée de Terre et de la Force Aérienne. La cérémonie s'est également composée de 8 nouvelles promotions dans l'Armée de Terre et la Marine. Le Président Juan Orlando Hernandez a salué les efforts des forces armées et maintenu son soutien à leur égard.



ASIE – PACIFIQUE

INDE – ESSAI D’UN MISSILE ANTISATELLITE

Quatre pays sont maintenant capables de mettre en œuvre des missiles antisatellites. Après les Etats-Unis, la Russie et la Chine, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé, le 27 mars 2019, le succès d’un premier test. Les indiens sont parvenus à détruire un satellite en orbite basse – à environ 300km d’altitude. La destruction du satellite ne devrait, selon les communiqués officiels, générer aucun débris. En tout cas, l’Inde est s’affirme comme une des grandes puissances spéciales de notre époque. Sa rivalité avec la Chine pousse le pays à moderniser et à développer différentes capacités à la fois offensives et défensives. Notons cependant qu’il existe d’autres manières de mettre hors d’état de nuire un satellite en agissant sur ses communications avec la terre ou en manœuvrant à proximité.

JAPON – INTERCEPTION D’AERONEFS CHINOIS

Le gouvernement japonais a annoncé, le 23 mars, avoir intercepté un avion de patrouille maritime chinois, Shaanxi KQ-200, spécialisé dans la lutte anti-sous-marine. D’après les communiqués japonais, l’avion volait à 300 km à l’Ouest de l’île d’Okinawa. Ces dernières années, les interceptions japonaises d’avions militaires chinois se sont multipliées.

AUSTRALIE – LE *HMAS BRISBANE* ACHEVE SA PERIODE D’ESSAIS EN MER

Le destroyer *Brisbane* de classe *Hobart*, destroyer australien spécialisé dans la lutte anti-aérienne vient d’achever sa période d’essais en mer. Le navire est équipé du système de combat *Ageis*, de conception américaine.

MALAISIE – L’ACQUISITION DE CHASSEURS *JF-17* DE PLUS EN PLUS PROBABLE

L’avion de combat multi-rôle sino-pakistanaï *JF-17* est le favori de l’appel d’offres pour le renouvellement de la flotte malaisienne. Un récent déplacement du Premier ministre malaisien au Pakistan a permis aux forces aériennes pakistanaïses de démontrer les capacités de l’aéronef. Les autres concurrents sont *HAL Tejas* indien et le *T50 Golden Eagle* coréen.



EUROPE

MOZAMBIQUE : MOBILISATION DES FAZSOI ET DE LA MISSION JEANNE D'ARC SUITE AU CYCLONE IDAI

Selon le dernier point de situation du ministère des Armées, les forces armées de la zone sud de l'océan indien (FAZSOI) ont apporté cette semaine une assistance à la population du Mozambique suite au passage du cyclone Idai lors de la nuit du 14 au 15 mars.

Selon le ministère des Armées, l'objectif est de « contribuer aux opérations de soutien aux populations démunies, soutenir les organisations non gouvernementales, renforcer les structures de soutien déjà existantes et apporter un renfort médical ».

Le porte-hélicoptères amphibie (PHA) Tonnerre, en mission Jeanne d'Arc, la frégate de surveillance Nivôse, ainsi qu'un C-160 Transall stationné à Djibouti, ont été déployés. Deux hélicoptères Gazelle du 3^e régiment d'hélicoptères de combat sont également présents. Ce sont au total 700 soldats, marins et aviateurs qui participent à cette opération baptisée Caouanne.

Le groupe Jeanne d'Arc a été scindé suite au cyclone : le PHA Tonnerre est employé pour l'aide humanitaire, tandis que la frégate légère furtive La Fayette poursuit la mission de souveraineté dans le canal du Mozambique.

Des opérations de débarquement du matériel dans les zones sinistrées étaient programmées pour ce samedi 30 mars.

FRANCE : PRESENTATION DU PLAN STRATEGIQUE 2019-2021 POUR LES ARMEES

Le 25 mars dernier, le général François Lecointre, chef d'état-major des Armées, présentait le plan stratégique des Armées 2019-2021. Ce plan précise les modalités d'application, pour les trois premières années, de certains objectifs évoqués dans la loi de programmation militaire 2019-2025 ; il oriente également l'allocation des ressources prévues par cette dernière.

Le plan stratégique est construit autour de trois axes : un premier axe pour



« garantir l'efficacité en opérations et gagner aujourd'hui » qui doit notamment répondre aux enjeux de disponibilité, de résilience et d'entraînement des armées, de maintien en condition opérationnelle (MCO) du matériel, et de logistique ; un deuxième axe pour « renforcer les armées et gagner demain » qui comprend le développement de capacités opérationnelles dans de nouveaux domaines de conflictualité – espace, cyber – et l'acquisition de nouveaux équipements ; un dernier axe pour « assurer la performance globale et gagner ensemble », qui insiste en particulier sur le renforcement du lien armée-nation, l'amélioration de la condition militaire et l'organisation de l'institution.

Ces axes sont complétés par trois stratégies transverses qui concernent respectivement la politique de ressources humaines des armées – équilibre entre personnel civil et militaire, valorisation des passerelles entre l'armée et la fonction publique... –, les relations militaires internationales et l'innovation en matière de défense.

OTAN : MALGRE L'OPPOSITION DE LA RUSSIE, LA GEORGIE DEVRAIT REJOINDRE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

En visite à Tbilissi les 24 et 25 mars, le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jens Stoltenberg a annoncé lors d'une conférence conjointe avec le Premier ministre géorgien Mamuka Bakhtadze que la Géorgie devrait rejoindre l'Otan, et ce malgré l'opposition de la Russie.

Jens Stoltenberg a ainsi entériné la décision prise par les Alliés lors du sommet de Bucarest en 2008, prônant une intégration de la Géorgie au sein de l'Otan, sous réserve que le pays réponde à « toutes les exigences requises ». La Géorgie s'est notamment engagée à porter son effort de défense à 2% du PIB, conformément à la norme instaurée par l'Otan. 20% de son budget de défense est de surcroît déjà destiné aux dépenses d'équipements d'importance majeure, dont la recherche et le développement.

D'après un communiqué de presse de l'Alliance atlantique, un entraînement commun de douze jours au mois de mars 2019 a notamment permis de démontrer l'interopérabilité des forces géorgiennes avec celles de l'Otan. Cet exercice rassemblait « environ 350 participants issus de 24 pays membres et pays partenaires de l'Otan ainsi que d'organisations internationales », au sein du Centre conjoint Otan-Géorgie de formation et d'évaluation. La Géorgie participe d'ores et déjà à certaines opérations conduites par l'Otan, à l'instar de l'opération de sûreté maritime *Sea Guardian* en mer Méditerranée, dont les missions principales sont de lutter contre le terrorisme, de renforcer les capacités régionales et de mieux



connaître la zone maritime.

Néanmoins, la Russie s'oppose frontalement à la volonté de la Géorgie de rejoindre l'Otan ; son Premier ministre Dmitri Medvedev, interviewé par la radio Kommersant en août 2018, prédisait d'ailleurs un « terrible conflit » en cas d'adhésion. Pour mémoire, en août 2008, des affrontements entre la Géorgie, qui souhaitait reprendre le contrôle de la province séparatiste d'Ossétie du Sud, et la Russie avaient fait de nombreuses victimes, avant de se solder par la signature d'un accord de paix le 28 août 2008.

ITALIE : CHOISIR LE PROGRAMME *TEMPEST*, POUR FUSIONNER AVEC LE SCAF

Le directeur de la division électronique de *Leonardo* a plaidé, durant la présentation des résultats de l'entreprise, pour une intégration de l'Italie au programme britannique d'avion de combat *Tempest*. Le think-tank romain *Instituto Affari Internazionali* proposait au reste la semaine passée que cette intégration du programme *Tempest* serve ensuite à le fusionner avec le FCAS franco-allemand (ou en français, SCAF, système de combat aérien du futur), afin de réduire les coûts de la défense européenne et de favoriser l'interopérabilité. Les Britanniques avaient déjà tenté de se rapprocher de l'avion de combat franco-allemand ; si les Italiens rejoignaient leur programme, le *Tempest* pourrait gagner en masse critique, de sorte à favoriser une fusion avec le FCAS.



PROCHE & MOYEN ORIENT

QATAR : SIGNATURE D'ACCORDS DE DEFENSE ET DE SECURITE AU CŒUR DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE A DOHA

Le Premier ministre, Edouard Philippe, s'est rendu au Qatar lors d'une visite officielle les 28 et 29 mars. Cette visite est une nouvelle démonstration de la collaboration toujours renforcée entre nos deux pays. Jean-Yves Le Drian ayant même déclaré en février dernier : « avec le Qatar, il n'y a que des hauts ».

Cette visite est la quatrième d'un membre du gouvernement français depuis le mois de février avec après celles de Bruno Le Maire, Florence Parly et du ministre des Affaires étrangères. Lors de cette dernière rencontre à Doha, le chef de la diplomatie française avait signé un « dialogue stratégique » avec les autorités qataries. Cet accord consiste en la tenue régulière de discussions approfondies entre nos deux pays, la volonté d'établir une relation forte pour l'avenir et la démonstration d'une confiance sincère.

La multiplication de ces démonstrations d'amitié est pour Doha un outil vital pour réussir à se libérer du boycott exercé par son voisin saoudien. Le Qatar renforce ses relations diplomatiques à coup de grands contrats afin de garantir sa sécurité. Ainsi, le Qatar est devenu le deuxième pays à acquérir le Rafale français après l'Egypte. Par ailleurs, la construction de la base militaire turque de Tariq ben Ziyad au Qatar en 2014 a servi d'assurance-vie à l'émirat contre une possible invasion saoudienne.

La venue d'Edouard Philippe a été l'occasion pour les deux pays de réaffirmer leur lutte commune contre le terrorisme et de promouvoir leur vision pour garantir la stabilité de la région. Plusieurs accords de défense et de sécurité ont été signés afin de renforcer la collaboration entre autorités de nos deux Etats.

En premier lieu Edouard Philippe et Sheikh Abdullah bin Nasser bin Khalifa Al Thani, Premier ministre et ministre de l'Intérieur qatari, ont signé un accord de coopération en matière de partage d'informations classifiées. Il doit directement permettre d'améliorer les renseignements des deux parties quant aux affaires terroristes et islamistes. D'autre part a été signé un accord administratif complémentaire, dont les contours encore imprécis ne semblent pas lui conférer autorité, ouvrant la voie à une coopération judiciaire pour lutter dans le domaine de la cybersécurité.

Enfin, la question du Mondial 2022 a été au cœur des négociations. Le Premier ministre a déclaré lors du point-presse : « La France, les entreprises françaises, les



autorités françaises se tiennent à la disposition du Qatar pour l'organisation de cet évènement ». Cette collaboration prend la forme d'un « partenariat stratégique », signé durant la visite par un général de gendarmerie français et un général qatari. S'il reste à définir précisément, il portera selon le cabinet d'Edouard Philippe « sur la planification de la gestion sécuritaire d'un grand évènement sportif, la surveillance des sites et enceintes sportives, la gestion des crises de haute intensité et la sécurité des systèmes d'information ».

LE PRESIDENT LIBANAIS EN RUSSIE APRES LES REPRIMANDES AMERICAINES CONTRE LE HEZBOLLAH

Le président libanais Michel Aoun s'est rendu à Moscou en début de semaine. Sa réunion avec le président Vladimir Poutine s'est concentrée sur le processus de paix soutenu par la Russie pour la Syrie, les réfugiés syriens au Liban et la coopération énergétique. Cette visite fait suite à une visite à Beyrouth du secrétaire d'État américain Mike Pompeo, qui a averti le Liban qu'il devait contenir le Hezbollah après les gains politiques de la milice chiite au sein du nouveau gouvernement. Selon le bureau d'Aoun, le président a déclaré à Pompeo que le Hezbollah était « un parti libanais doté d'une base populaire représentant l'une des principales sectes du pays ».

S'adressant aux médias russes à Beyrouth avant la visite de Mr. Pompeo, Mr. Aoun avait déclaré que les sanctions américaines contre le Hezbollah avaient contribué à une « grande crise » dans son pays. Aoun cherche aussi le soutien de la Russie pour résoudre un différend entre le Liban et Israël sur leurs frontières maritimes et les réserves de pétrole et de gaz s'y trouvant. Une société russe a été chargée de l'exploration gazière au large du Liban dans le cadre d'un accord inédit entre les deux pays.

Pour sa part, Moscou s'attend à ce que Beyrouth présente des propositions concrètes pour le retour des réfugiés syriens au Liban, y compris des détails sur un calendrier, un financement et des moyens logistiques. Damas serait lié par un éventuel accord entre Poutine et Aoun.

LE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES DENONCENT LE REVIREMENT AMERICAIN SUR LE PLATEAU DU GOLAN

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné mercredi 27 mars l'administration de Donald Trump pour sa décision de reconnaître l'annexion par



Israël du plateau du Golan. Les États-Unis sont restés isolés alors que les 14 autres membres du Conseil de sécurité ont vivement critiqué cette décision lors d'une réunion d'urgence convoquée à la demande de la Syrie, qui a appelé les États-Unis à une « agression flagrante » de sa souveraineté et une violation « agressive » du droit international.

Le président américain a signé lundi 25 mars une proclamation reconnaissant officiellement la souveraineté israélienne sur le territoire contesté, ce qui a provoqué une vague de condamnations internationales. Cinq pays européens membres du Conseil de sécurité - la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Belgique et la Pologne - se sont joints à plusieurs États arabes du Golfe pour condamner cette action et ont souligné que l'Union européenne considérait toujours le territoire du plateau du Golan comme occupé.

Les États-Unis ont fait valoir que leur décision pouvait contribuer à la stabilité au Moyen-Orient en contrôlant la Syrie et son allié, l'Iran. Rodney Hunter, coordinateur politique de la mission américaine auprès de l'ONU, a toutefois déclaré au Conseil de sécurité que Washington soutenait toujours la mission de maintien de la paix qui sert de tampon entre les deux camps, israélien et syrien.

SYRIE : LE PENTAGONE PERENNISE UN BUDGET POUR ARMER LES FORCES LOCALES ANTI-DAESH MALGRE SON RETRAIT

Le département de la Défense cherche à maintenir des ressources américaines en Syrie comme le montre la requête budgétaire publiée plus tôt ce mois-ci. Le Pentagone aurait décidé de soutenir à hauteur de 300 millions de \$ les *Syrian Democratic Forces* (SDF).

Si le montant reste le même que l'année dernière, le Pentagone espère utiliser cet argent pour doubler le nombre de combattants SDF recevant des allocations, en vue de porter la force à 61 000 hommes. La demande de budget pour l'exercice 2020 indique que la mise en place de conditions permettant d'empêcher la résurgence de Daesh après le retrait américain de Syrie « dépendra fortement du soutien actuel aux VSO ». Les VSO est l'acronyme de *Vetted Syrian Opposition*, terme désignant les forces soutenues par les États-Unis opposées au président syrien Bashar al-Assad.

Bien que le budget comprenne des réductions significatives de l'aide en armes légères du Pentagone, il augmente de 45% le financement des véhicules pour les SDF, y compris des bulldozers nécessaires pour nettoyer les champs de mines et



des engins explosifs improvisés laissés par Daesh. Ce budget permettra aussi, selon le souhait du Pentagone, d'équiper les « forces de sécurité internes » - des forces mises en place par les FDS à échelle locale -, projet déjà soutenu en décembre par le tout nouveau commandant du CENTCOM, Kenneth McKenzie lors de sa confirmation.

Enfin, le représentant spécial des États-Unis pour la Syrie, James Jeffrey, a confirmé qu'un nombre restreint de troupes américaines resterait au nord-est de la Syrie. Il a ajouté que la durée de leur présence n'était toujours pas fixée.

OMAN : LES FORCES NAVALES AMERICAINES POURRONT ACCEDER AUX PORTS DU SULTANAT

Les États-Unis et Oman ont signé dimanche 24 mars un accord autorisant l'armée américaine à utiliser les ports et les aéroports du pays du Golfe. L'accord vise à renforcer les liens militaires entre les deux pays. « Cela permettra aux forces américaines de profiter des installations offertes dans certains des ports et aéroports du sultanat lors de visites de navires et d'aéronefs militaires américains, notamment dans le port de Duqm », a déclaré la Oman News Agency.

Grâce notamment aux ports de Duqm et de Salalah, les navires militaires américains disposeront de points d'appui en mer d'Arabie, à 500 km du détroit d'Ormuz.

Les autorités américaines ont indiqué qu'en améliorant l'accès à des ports qui relient un réseau de routes à la région élargie, l'accord donne à l'armée américaine une plus grande capacité de résilience en cas de crise en réduisant la nécessité d'envoyer des navires par le détroit et élargissant sa palette d'options militaires en cas de blocage de celui-ci. Duqm est un port en eaux profondes idéal pour les gros navires. Il serait capable d'accueillir sans problème un porte-avions.

Pourtant l'accord est vu avant tout à travers un prisme économique par Oman, qui souhaite développer l'infrastructure de Duqm tout en préservant sa neutralité à la Suisse dans la politique et la diplomatie du Moyen-Orient.

LIBYE : LA MISSION EUROPEENNE « SOPHIA » NE DISPOSERA PLUS DE NAVIRES MILITAIRES

Mercredi 27 mars, les États membres de l'UE ont décidé de retirer leurs navires militaires de l'opération « Sophia ». La décision a été formalisée par le Conseil européen vendredi 29 mars. Les deux derniers bâtiments mobilisés (un italien et un



espagnol) ont quitté la zone dimanche. Le *Jacoubet*, dernier navire français engagé a quitté la zone il y a un peu plus d'une semaine.

L'ordre de mission était de lutter contre les trafiquants de migrants, faire respecter l'embargo sur les armes et le pétrole libyen. Sous commandement italien, cette opération votée à l'unanimité servait d'embryon de politique de défense commune. Elle a aussi sauvé 44 916 hommes, femmes et enfants. Celle-ci fait donc les frais du bras de fer du gouvernement italien avec ses partenaires européens sur la question de l'accueil des migrants. Si officiellement, la *Force navale européenne en Méditerranée* est reconduite pour six mois, elle ne se contentera que de moyens exclusivement aériens à des fins de surveillance et de renseignement. En janvier déjà, l'Allemagne avait accusé le commandement romain d'envoyer les navires loin des couloirs de migrations et dans les coins les plus reculés de la Méditerranée. Dans la foulée, elle avait rappelé sa dernière frégate.

TURQUIE : LES FORCES TURQUES PATROUILLENT ACCOMPAGNEES DES RUSSES DANS LA REGION DE TAL-RIFAAT

C'est le 26 mars que la coopération russo-turque s'est confirmée. En effet, des manoeuvres communes ont été effectuées dans la région de Tal-Rifaat. Cette dernière est une ville d'importance stratégique, située entre la région d'Afrin à 20 km, contrôlée par la Turquie depuis l'opération « branche d'olivier », et l'opération « bouclier de l'Euphrate ». Cette manoeuvre vise sur le plan militaire à prévenir les intrusions et les attaques kurdes depuis cette région. Les Kurdes s'étaient emparés de la ville en février 2016, afin d'établir une position solide à l'Est de l'Euphrate, tenue jusqu'à l'opération « branche d'olivier ». La manoeuvre aurait couvert les zones relativement sécurisées d'Idlib Nord avec les villes de Kafr Lusin, Al-Dana, Atarib, et Al-Eis près d'Alep.

C'est cependant sur le plan diplomatique que cette manoeuvre commune revêt une plus grande importance. Les modalités de la manoeuvre la décrivent comme une patrouille indépendante mais coordonnée. L'accord pour cette manoeuvre avait été décidé début mars, et se voit aujourd'hui honoré, renforçant un peu plus la crédibilité des signataires des accords d'Astana en Syrie.



RUSSIE

ECONOMIE DE LA DEFENSE RUSSE : LANCEMENT DU SU-57 A L'EXPORT

Lors du salon aéronautique et naval LIMA 2019 qui s'est tenu en Malaisie, Viktor Kladov, directeur de la coopération et de la politique régionale chez Rostec, a annoncé que le SU-57 ou le PAK-FA serait disponible à l'export, sous le nom de SU-57 (E)¹. En effet, le gouvernement russe aurait délivré l'autorisation d'exportation ; Vladimir Poutine devrait confirmer le statut de produit à l'export dans les semaines à venir. Avion de combat polyvalent furtif de cinquième génération, il viserait le marché du Golf ainsi que l'Asie-Pacifique.

Si les Occidentaux ne semblaient pas croire à un export en 2019, le Moyen Orient s'est montré favorable à une prise de commande, notamment depuis l'utilisation du SU-57 sur le théâtre syrien. L'avion aurait abattu une cible de l'Etat islamique en ayant survolé l'Irak, tout en échappant aux radars américains. Il devrait voler en démonstration en novembre prochain, lors du salon de l'aéronautique de Dubaï, aux Emirats Arabes Unies.

Concernant le marché asiatique, l'Inde aurait déjà manifesté son intention d'acquérir le SU-57 (E). L'export vers la Chine est moins évident, au regard du pillage industriel auquel se livrerait l'entreprise Shenyang, accusé de vendre des copies de Sukhoï sans avoir obtenu de licence.

LA RUSSIE ORGANISE DES EXERCICES IMPLIQUANT MILITAIRES ET GARDE-COTES EN CRIMEE ET DANS LE DETROIT DE KERTCH

Le 27 Mars, le service de presse du district militaire Sud a annoncé la tenue d'une ambitieuse série d'exercices tactiques, comprenant la participation de la flotte de la mer Noire, de l'aviation, et de troupes aéroportées. L'exercice consiste à simuler le débarquement de commandos parachutistes ainsi que de matériel militaire depuis le ciel et la mer, dans le but de démanteler un camp d'entraînement de combattants et de prendre le contrôle du territoire en question.

¹ (E) signifiant "export".



Le 28 mars, les divisions du FSB (services de sécurité russe) affectés à la défense des frontières russes, mais aussi son aviation, ont pour leur part effectué un exercice conjoint avec la flotte de la mer Noire consistant majoritairement à empêcher le passage de “navires de guerre étrangers” conventionnels dans le détroit de Kertch.

Le 29 mars, la Russie a annoncé surveiller l'arrivée en mer Noire de trois navires de pays membres de l'OTAN - les frégates Evertsen des Pays-Bas, Toronto, du Canada et Santa Maria, d'Espagne. Ces exercices font suite à la crise survenue en mer d'Azov, en novembre 2018, lors de laquelle la Russie avait arrêté des marins ukrainiens qui traversaient le détroit de Kertch. La position Russe avait été d'affirmer que le détroit était sous son contrôle depuis l'annexion de la Crimée à la Russie.

Que la Russie veuille envoyer un message aux candidats à la présidence de l'Ukraine, prévenir d'éventuels troubles autour de la Crimée ou, au contraire, essayer de provoquer des heurts dans la partie orientale de l'Ukraine ou la mer d'Azov, le choix de la date à laquelle se tiendront les exercices n'est pas anodin, alors que se tient ce dimanche 31 mars le premier tour des élections présidentielles ukrainiennes.

VENEZUELA : LA RUSSIE OUVRE UN CENTRE DE PILOTAGE D'HELICOPTERES MILITAIRES

Le 29 mars, la Russie a inauguré au Venezuela un centre de formation militaire pour pilotes d'hélicoptères. Selon Viatcheslav Davydenko, porte-parole de Rosoboronexport (la société publique russe chargée des ventes d'armements), ce centre permettrait aux pilotes vénézuéliens de recevoir une formation complète au fonctionnement et à l'utilisation des hélicoptères Mi-17V-5, Mi-35M et Mi-26T. À l'heure actuelle, les hélicoptères russes fournis au Venezuela participent non seulement à des opérations contre les contrebandiers, mais aussi à des enquêtes aériennes sur les incendies de forêt, sans compter enfin les missions de sauvetage et d'évacuation des zones touchées par des catastrophes naturelles.

Le centre a été construit en conséquence de la signature d'un contrat entre la Compagnie anonyme vénézuélienne d'industrie militaire (Cavim) et Rosoboronexport, qui fait partie du conglomérat militaro-industriel russe Rostec. La construction du centre renforce la position du Venezuela comme point de friction supplémentaire de la « nouvelle Guerre froide » opposant la Russie et les



Etats-Unis.

Hier, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a demandé à Donald Trump, lequel a sommé la Russie de quitter le Venezuela, de ne pas se mêler de ses relations avec Caracas. Dmitri Peskov a également confirmé l'envoi de « spécialistes » chargés de mettre en œuvre les contrats entre Moscou et Caracas, qui ont signé en 2011 un accord prévoyant l'achat d'armement russes par le Venezuela.

ALLIANCES D'ARMEMENT RUSSO-TURQUE : LA LIVRAISON DU S-400 AURA BIEN LIEU

Le 9 mars dernier, les États-Unis a menacé la Turquie, l'exhortant de façon particulièrement insistante à acheter le système de défense aérien Patriot, ni la centaine d'avions de chasse F-35A. Ces menaces ne seraient, selon l'assistant adjoint au secrétaire à la Défense américain, Charlie Summers, que le prix de l'affront à payer, après l'acquisition par la Turquie du système de défense aérien russe S-400, hors des normes de l'OTAN. En réponse à cela, le Ministre des affaires étrangères turc, Mevlüt Cavusoglu a déclaré, à l'occasion d'une rencontre avec Sergueï Lavrov, son homologue russe, que les délais de livraison étaient en cours de négociation, confirmant ainsi la livraison du système de défense anti-aérien. Selon le ministre turc, « *l'opposition d'un pays tiers à un accord conclu entre deux pays est contraire à la politique internationale* ». La Turquie a par ailleurs précisé qu'elle ne comptait pas revendre ces systèmes de défense anti-aérienne à d'autres pays, démentant ainsi certaines rumeurs.

UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ MILITAIRE RUSSE SERAIT PRÉSENTE EN SYRIE

Selon les journalistes russes indépendants de *Conflict Intelligence Team*, opposés au gouvernement, des mercenaires de la société militaire privée Vega seraient présents sur le sol syrien. Les sociétés militaires russes évoluant en Syrie n'utilisent d'ordinaire jamais les réseaux sociaux puisqu'elles sont officiellement interdites sur les théâtres d'opérations militaires sur lesquels la Russie est présente. Or, Vega aurait posté sur les réseaux sociaux tels que Facebook plusieurs clichés révélant leur activité en Syrie. Ainsi, certaines images montrent des exercices de secours auprès de faux blessés ainsi que des entraînements dans la province de Lattaquié, à Idlib, Hama et Deir-ez-Zor. En outre, plusieurs clichés montrent certains membres de Vega en pleine discussion avec des milices pro-Assad. Anatoly Smolin, le cofondateur de Vega, a assuré que sa société était uniquement présente en Syrie pour assurer la sécurité sur un forum international industriel. Les journalistes de



Conflict Intelligence Team ne connaissent pour le moment pas les financeurs de l'activité de Vega en Syrie. *Conflict Intelligence Team* avait déjà posté au cours des dernières années des articles et des études sur une des principales sociétés paramilitaires privées russes, Wagner, qui avait été signalé en Centrafrique, en Ukraine et en Syrie.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière